

LE JOUR, 1951
18 Août 1951

DE LA BESOGNE POUR LA LIGUE

La Syrie a demandé de nouveau la convocation du Comité politique de la Ligue arabe pour s'occuper du traité de paix avec le Japon, de la conciliation avec Israël et du contrôle du Canal de Suez, si l'Égypte le désire.

Pour les pays de la Ligue, la paix avec le Japon ne souffre pas de difficultés. Le monde arabe a professé à l'égard du Japon depuis la guerre russo-japonaise l'admiration la plus vive. Ce n'est pas au moment où les relations avec l'Amérique et le Japon sont, par une sorte de prodige, ce qu'elles sont, qu'il s'étonnera du retour à la paix avec le Gouvernement de Tokyo.

Le problème central, c'est la conciliation avec Israël. Voilà pour la Ligue la matière la plus délicate, la plus brûlante, sur laquelle d'ailleurs, réserve faite de la Jordanie sous le feu roi, tout le monde est d'accord. Les difficultés entre Israël et les pays arabes restent à l'état aigu. Qu'il s'agisse des réfugiés et de tout ce qui a trait à leur sort ou bien de l'immigration massive en Israël et de ses dangers, on se trouve devant des positions qui paraissent sans issue. Il faudrait pour les modifier un renversement quasi-complet de la politique d'Israël.

La question du Canal de Suez enfin, posée à propos de la controverse sur les droits de contrôle de l'Égypte, intéresserait beaucoup les autres pays de la Ligue si l'Égypte souhaitait leur intervention. Que l'on considère en effet la défense proprement dite du Canal ou bien les prérogatives de l'Égypte, sous l'un et l'autre aspect le problème a pris des dimensions internationales. Le Conseil de Sécurité en délibère d'une part ; tandis que, d'autre part, une crise chronique a rendu très déplaisantes les relations de l'Égypte et de l'Angleterre.

Que le Comité politique de la Ligue se réunisse pour qu'on s'y entretienne de tout cela, nous le voulons bien ; mais à charge que les conversations ne tournent pas une fois de plus à la réunion académique.

La question de Palestine intéresse directement tous les pays de la ligue arabe ; elle constitue maintenant pour eux la difficulté majeure ; tandis que la question du Canal de Suez (cette autre question d'Orient) intéresse la planète entière. Sur le premier point, il faut une politique arabe proprement dite ; sur le second il faut une politique à l'échelle de l'univers.

Si quelque formule était trouvée qui tiendrait compte du caractère universel du Canal de Suez, si les pays de la Ligue, faisaient la vie plus facile à l'Occident (à commencer par l'Angleterre), ne seraient-ils pas mieux armés pour résoudre le problème palestinien et celui des relations futures avec Israël ?

On ne peut pas lutter en même temps contre Israël et contre les puissances pour lesquelles le Canal de Suez est une route vitale : c'est comme de lutter follement contre le monde entier.

Si donc, pour commencer, le Comité politique de la Ligue arabe se pénétrait de cette vérité, et si l’Egypte l’acceptait, un pas immense serait fait.